



## Assemblée générale

Distr.: Générale  
4 avril 2001

Français  
Original: Anglais

---

### COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

Trente-troisième session

#### COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 684<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Siège, à New York,  
le vendredi 16 juin 2000, à 10 heures

Président:

M. Jeffrey CHAN

(Singapour)

#### SOMMAIRE

#### PROJET DE CONVENTION SUR LA CESSION DE CRÉANCES (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles au présent compte rendu et à ceux des autres séances seront publiées dans un rectificatif.

V.01-83476 (F) 230801 240801



La séance est ouverte à 10 h 10.

PROJET DE CONVENTION SUR LA CESSION DE CRÉANCES (*suite*) (A/CN.9/466, 470, 472 et Add.1 à 4; A/CN.9/XXXIII/CRP.4)

1. M. BAZINAS (Secrétaire du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux) déclare que la Commission, ayant achevé son examen de la liste de pratiques ou créances qui seraient exclues du champ d'application du projet de convention, a besoin de décider que faire de la liste. La première solution serait d'exclure ces pratiques ou créances du champ d'application du projet de convention dans son ensemble, en vertu soit de l'article 2 soit de l'article 4, et d'exclure éventuellement certaines pratiques uniquement du champ d'application des articles 11 et 12. Le principal argument contre des exclusions partielles est qu'une exclusion limitée des articles 11 et 12 signifierait que l'exclusion des pratiques en question dépendrait de l'existence d'une clause de non-cession et de l'effet donné à cette clause par la loi applicable.

2. La deuxième solution, qui existe déjà dans la variante B de l'article 5, est de limiter le champ d'application des articles 11 et 12 aux cessions de créances commerciales. Le soin d'exclure ces pratiques serait alors confié aux parties, qui devraient s'assurer que la clause de non-cession est soumise à une loi qui lui donne effet.

3. Le Groupe de travail a également examiné la question de la définition des créances commerciales. La Commission pourra souhaiter s'interroger sur le fait de savoir s'il serait plus facile de définir les créances commerciales plutôt que tous les types de créance financière.

4. Une troisième solution, qui est recensée dans le commentaire, serait de modifier l'article 11. Il semble que les dispositions de cet article risquent de ne pas bien fonctionner dans un grand nombre de cas. L'article 11 se concentre sur les créances commerciales, en particulier les créances futures et les cessions d'ensembles de créances; cependant, dans le cas de créances futures, il n'existe encore aucun contrat, et dans le cas de cessions d'ensembles de créances, il existe des centaines de contrats. L'article 11 pourrait donc être reformulé de façon à donner effet à des clauses de non-cession, éliminant par là même l'incertitude liée au fait de voir l'efficacité de clauses de non-cession régie par la loi applicable en dehors du projet de convention. Il existerait alors une exception unique, pour les créances commerciales. Cette approche répondrait aux besoins de pratiques incluant systématiquement des clauses de non-cession auxquelles il est donné effet.

5. Le PRÉSIDENT déclare que la Commission semble convenir qu'il devrait exister une définition générale de ce qui serait englobé dans le projet de convention, mais qu'il n'est pas souhaitable d'avoir une liste d'inclusions. La question se pose alors de savoir si la liste d'exclusions devrait se rapporter à l'ensemble du projet de convention, ou seulement à certaines dispositions. Enfin, la Commission doit décider si oui ou non elle souhaite modifier l'article 11 pour passer d'une disposition qui nie les clauses de non-cession à une disposition qui confirme de telles clauses, à condition qu'elle ne s'applique pas aux créances commerciales.

6. M. WINSHIP (États-Unis d'Amérique) rappelle que le groupe de travail sur les exclusions a préparé un texte informel concernant les opérations exclues, qui a été lu à la 682<sup>e</sup> séance. Le groupe a décidé de solliciter des éclaircissements de la Commission sur la question des cessions de créances nées de la vente d'un immeuble.

7. Le groupe de travail a également convenu qu'il faudrait définir les termes "contrat financier" et "convention de compensation globale", et que les définitions devraient être celles proposées par la Fédération bancaire de l'Union européenne dans le document A/CN.9/472/Add.1, à ceci près que dans la définition de "contrat financier", à l'alinéa n) de l'article 6, il faudrait supprimer les mots "toute opération de dépôt" et la phrase "ainsi que toute garantie ou facilité de crédit liée à l'une ou l'autre des opérations visées ci-dessus". Le groupe a également précisé que les systèmes de paiement interbancaire ne faisant intervenir que deux banques ne devraient pas être visés par l'exclusion d).

8. La délégation des États-Unis considère que le texte proposé par le groupe de travail est acceptable et estime, pour les raisons qu'elle a déjà avancées, que l'approche de l'exclusion totale est préférable. Dans l'éventualité où cette approche ne serait pas acceptable pour la Commission, chacune des opérations devrait être considérée dans le contexte de la variante B de l'article 5, de façon que la Commission puisse déterminer si une exclusion de moindre portée serait ou non appropriée pour l'une quelconque ou l'ensemble de ces opérations. La liste pourrait ensuite être incluse dans la variante B. La délégation des États-Unis note cependant que la variante B pourrait n'être pas suffisante; hier, elle a appelé l'attention sur la nécessité d'adapter d'autres dispositions, telles celles de l'article 24, concernant certaines des pratiques figurant dans la liste.

9. M. IKEDA (Japon) déclare que la liste d'exclusions devrait se rapporter au projet de convention dans son ensemble; il ne soutient pas l'idée selon laquelle les cessions de certaines créances devraient être partiellement exclues du champ d'application du projet de convention.

10. M<sup>me</sup> GAVRILESCU (Roumanie) déclare que, si une liste d'exclusions devait figurer dans le projet de convention, ce devrait être une liste d'exclusions totales. En outre, elle devrait couvrir les créances nées de la vente d'immeubles. En Roumanie, les opérations immobilières internationales sont interdites par la Constitution et en vertu d'une loi spéciale. Puisque l'objectif du projet de convention est de développer les échanges internationaux, les créances nées de la vente d'immeubles doivent être exclues de son champ d'application.

11. Le PRÉSIDENT déclare que la Commission doit décider s'il devrait ou non exister une liste d'éléments qui seraient couverts par le projet de convention. La position selon laquelle il ne devrait pas exister de telle liste, mais une déclaration générale de ce qui serait inclus, a bénéficié d'un important soutien. En fonction de la façon dont cette déclaration serait formulée, les éléments énoncés au paragraphe 1 de l'article 4 pourraient soit être inclus dans la déclaration générale, soit en être exclus. S'ils en étaient exclus, il faudrait compléter la liste des exclusions recommandées par le groupe de travail. Les recommandations du groupe se rapportent uniquement à la liste d'exclusions proposée par la délégation des États-Unis (A/CN.9/XXXIII/CRP.4) et supposent qu'il existe une liste exhaustive d'inclusions.

12. M. MORÁN BOVIO (Espagne) déclare qu'une liste d'inclusions ne semble pas appropriée, le projet de convention pouvant fonctionner relativement bien sur une longue période de temps avec seulement quelques exclusions précises. Si le projet de convention contenait deux listes, des problèmes risqueraient de se poser du fait de questions non définies. La délégation espagnole soutient la liste d'exclusions proposée par le groupe de travail.

13. L'orateur convient avec l'observateur du Canada que les créances nées de la vente d'immeubles pourraient être traitées au moyen de l'article 24, et ne devraient pas être exclues au titre de l'article 2.

14. La tendance actuelle, dans le secteur de la titrisation, consiste à réunir les créances liées à des biens immobiliers et celles liées à des biens mobiliers, les clients d'organismes de crédit étant très satisfaits des rendements offerts par ces titres tant pour les opérations de cession que pour les créances qui en résultent.

15. M. WINTHROP (États-Unis d'Amérique) déclare que le soutien initial apporté par sa délégation à une liste d'inclusions était l'expression d'une approche très pratique. Les créances commerciales, les créances de propriété intellectuelle et les créances nées de prêts semblent être les principales opérations de base qui profiteraient de règles uniformes dans le domaine de la cession de créances. D'autres types d'opération pourraient également en profiter. Il existe aussi des opérations financières, dont nombre figurent dans la liste d'exclusions, qui sont déjà bien établies ou ne profiteraient probablement pas de telles règles. Les règles uniformes elles-mêmes ne fonctionnent pas bien en ce qui concerne la règle de priorité appropriée, les garanties, les clauses de non-cession et la détermination du lieu de situation, et pourraient en fait nuire à certains marchés existants ou en développement. La Commission pourrait cependant commencer par les cas où les règles seraient clairement bénéfiques et, peut-être, compléter cette liste lorsqu'il y a lieu. Après avoir consulté des professionnels du secteur, la délégation des États-Unis a commencé par une liste plus limitée d'opérations, mais est néanmoins allée au-delà de la Convention d'Unidroit de 1988 sur l'affacturage international en incluant, outre les créances commerciales, les prêts, les facilités de crédit dans certaines circonstances limitées, et les créances découlant de droits de propriété intellectuelle.

16. Malgré l'absence de soutien à cette approche, celle-ci semble rester la façon la plus efficace d'aborder les problèmes pratiques du marché mondial des créances, et la Commission pourra souhaiter réexaminer cette question après avoir étudié la variante B de l'article 5, ou lorsqu'elle aura examiné chacun des domaines potentiellement difficiles.

17. <sup>m</sup>M. GAVRILESCU (Roumanie) déclare que les opérations immobilières devraient être ajoutées à la liste des exclusions dans le projet de convention, faute de quoi le texte contredirait une disposition très importante de la législation interne roumaine.

18. S'il devait exister une liste, celle-ci devrait bien entendu comprendre toutes les exclusions auxquelles la Commission s'est référée. Si les opérations immobilières n'étaient pas incluses dans cette liste, la délégation roumaine pourrait, à titre de dernier compromis, soutenir le maintien du paragraphe 2 de l'article 4 dans sa forme actuelle afin de pouvoir exclure certaines situations non conformes au droit roumain.

19. M. MEDIN (Observateur de la Suède) déclare que des consultations avec des professionnels suédois ont révélé une préférence pour la variante B de l'article 5. La Suède a toujours estimé que les cessions de créances financières n'ont pas leur place dans le projet de convention, et est reconnaissante à la délégation des États-Unis d'avoir proposé une liste d'opérations à exclure. La délégation suédoise soutient leur exclusion de l'ensemble du projet de convention.

20. Si les cessions de créances financières étaient effectivement exclues du projet de convention, la délégation suédoise retirerait son soutien au maintien du paragraphe 2 de l'article 4 et de l'article 39, qui ne seraient plus nécessaires à cette fin.

21. Enfin, en ce qui concerne la vente d'immeubles, l'orateur a cru comprendre que la Commission était favorable à l'exclusion des opérations relatives à la vente d'immeubles, sauf en cas de location d'immeubles ou d'hypothèques titrisées.

22. M. DOYLE (Observateur de l'Irlande) déclare qu'une liste exhaustive contredirait l'idée selon laquelle le projet de convention devrait avoir le champ d'application le plus large possible. Par ailleurs, la Commission ne pourra jamais être certaine qu'elle a inclus tout ce qui est nécessaire.

23. L'orateur partage l'avis de la délégation japonaise selon lequel les opérations devraient soit être exclues, soit n'être pas exclues du projet de convention dans son ensemble, et selon lequel la liste des exclusions devrait par conséquent être ajoutée à l'article 4.

24. S'agissant des exclusions de l'article 11, M. Doyle approuve l'observation faite par M. Bazinas selon laquelle l'article 5 devrait être libellé de façon que les articles 11 et 12 ne s'appliquent qu'aux cessions de créances commerciales.

25. En ce qui concerne les immeubles, enfin, l'orateur n'a pas connaissance que l'on soit parvenu à un quelconque consensus. La délégation irlandaise préconise l'exclusion la plus large possible.

26. M. STOUFFLET (France) convient que de nombreuses législations internes imposent des restrictions aux ventes d'immeubles et de biens immobiliers à des étrangers. En ce qui concerne la question soulevée par la représentante de la Roumanie, il note que le projet de convention ne traite que de la cession de créances nées de la vente de biens immobiliers. La vente n'existe que si la loi applicable reconnaît la validité du contrat de vente.

27. Si la Commission devait ajouter les exceptions énumérées par le groupe de travail à celles qui figurent déjà à l'article 4, la liste serait plutôt variée, incluant aussi bien des consommateurs que des établissements financiers extrêmement complexes. Ce serait une solution pratique et acceptable, quoique pas très élégante sur le plan du style.

28. En ce qui concerne l'ampleur des exclusions, des options multiples (exclusion complète, exclusion de l'application des articles 11 et 12, et exclusion de l'application des textes relatifs à la priorité) compliqueraient de façon excessive le projet de convention. À des fins pratiques, la délégation française soutiendra une exclusion complète, dans le souci de conférer un champ d'application aussi large que possible au projet de convention. Si le paragraphe 1 de l'article 4 devait contenir une formule d'exclusion générale, une liste de créances soumises au projet de convention pourrait être fournie dans le commentaire.

29. M. SCHNEIDER (Allemagne) déclare que sa délégation ne voit aucune objection à ce que les cessions de créances nées de la vente d'immeubles apparaissent sur la liste des exclusions; elle s'inquiète, en revanche, au sujet des créances garanties par des hypothèques immobilières.

30. Il existe, dans les différentes législations internes, trois concepts différents en matière d'hypothèque. Selon le premier, le transfert d'une créance garantie par une hypothèque signifie que l'hypothèque suit le transfert de la créance. Selon le deuxième, la créance suit le transfert d'une hypothèque. Selon le troisième, enfin, l'hypothèque n'est pas un droit accessoire, de sorte que la créance peut être transférée sans transférer l'hypothèque. Dans ce dernier cas, un prêt peut être transféré, mais l'hypothèque ne suit pas. Il existe cependant, dans le contrat sous-jacent, une obligation de transférer l'hypothèque. Ainsi, différentes règles s'appliquent: le transfert de l'hypothèque est traité dans le cadre du droit interne, et le transfert de la créance est traité dans le cadre du projet de convention. Quel que soit le concept ou combinaison de concepts que l'on adopte, les cessions de créances garanties par des hypothèques immobilières devraient apparaître sur la liste des éléments à exclure du projet de convention. Une exclusion générale au titre du paragraphe 1 de l'article 4 serait préférable; si cela n'était pas acceptable,

l'orateur souhaiterait conserver le paragraphe 2 de l'article 4 de sorte que l'Allemagne pourrait exclure ces créances en vertu de cet article ou de l'article 39.

31. M. BAZINAS (Secrétaire du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux) note que, si les effets patrimoniaux de la cession d'une créance liée à des biens immobiliers sont régis par la loi du lieu de situation du transfert des biens immobiliers, ils ne peuvent alors pas être soumis à une quelconque autre loi. En ce qui concerne le problème soulevé par la représentante de la Roumanie, il doit être précisé que le projet de convention n'aura aucune incidence sur les règles d'ordre public concernant, en particulier, les transferts de biens immobiliers. L'orateur se pose la question de savoir si le choix différent de règle de droit répondrait aux préoccupations de la Commission à cet égard.

32. M<sup>me</sup> McMILLAN (Royaume-Uni) déclare qu'une exclusion totale de la Convention est la méthode la plus simple et la plus facile à justifier des points de vue de la présentation et de la pratique, car certaines opérations sur créances sortent totalement du champ d'application du projet de convention.

33. S'agissant des immeubles, il pourrait être répondu aux inquiétudes de la délégation britannique à l'article 11. Il sera difficile de convaincre les autorités britanniques qu'il existe quelque justification que ce soit à l'exclusion des cessions de créances nées de la vente d'immeubles alors que sont incluses les cessions de créances nées de la location d'immeubles: au Royaume-Uni, les locations recouvrent souvent une période de temps tellement longue qu'il existe très peu de différence entre une vente et une location d'immeuble. Toute interférence avec le régime national d'enregistrement foncier qui régit la priorité serait extrêmement difficile à justifier, et risquerait de rendre le projet de convention inacceptable pour les autorités britanniques. La Commission devrait envisager l'exclusion totale des cessions de créances nées d'opérations immobilières. Le paragraphe 2 de l'article 4 et l'article 39 affaiblissent la Convention, car on devra toujours vérifier la situation de différents États contractants vis-à-vis des exclusions. Un texte précis qui pourrait être adopté ou rejeté est de loin préférable à un texte qui pourrait être adopté avec des réserves.

34. M<sup>me</sup> STRAGANZ (Autriche) est opposée à l'idée d'une liste exhaustive. Toute exclusion devrait être totale, et elle soutient les vues exprimées par la délégation allemande en faveur de l'exclusion totale des biens immobiliers en vertu du paragraphe 1 de l'article 4. Mme Straganz partage également l'avis du Royaume-Uni selon lequel le paragraphe 2 de l'article 4 et l'article 39 entraîneraient un manque de transparence et, partant, affaibliraient la Convention.

35. Mme WALSH (Observatrice du Canada) rappelle qu'elle a précédemment suggéré que le problème des cessions de créances garanties par une hypothèque immobilière ou nées de la location ou de la vente d'un immeuble pourrait être traité en recourant, à l'article 24, à la méthode du choix de la loi applicable, qui préserverait l'application de la loi de l'État dans lequel l'immeuble est situé. Cette méthode permettrait de traiter le cas rare d'un conflit survenant entre le cessionnaire d'une créance immobilière et une personne détenant des droits sur l'immeuble en question.

36. M. Al-SAIDI (Observateur du Koweït) déclare que des cessions de créances découlant de dépôts bancaires (alinéa c) de la proposition du groupe de travail) ne devraient pas être exclues du champ d'application du projet de convention car la banque peut également être un débiteur. Il serait préférable de laisser aux parties concernées le soin de fixer des limites aux dépôts bancaires.

37. Se référant à l'alinéa e), l'orateur note que certains États n'autorisent pas les étrangers à acquérir des biens immobiliers; le Secrétaire du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux a été très clair dans ses remarques concernant cette question.

38. M<sup>me</sup> WALSH (Observatrice du Canada) propose d'ajouter le texte suivant à l'article 24: "Si la créance cédée naît de la vente ou de la location d'un droit sur un immeuble, ou est garantie par un tel droit, les droits du concessionnaire sont soumis à tous droits concurrents d'une personne détenant également un droit sur l'immeuble en vertu de la loi de l'État dans lequel cet immeuble est situé".

39. M. IKEDA (Japon) déclare qu'il préférerait ne pas modifier le texte actuel de l'article 24; il serait préférable de rechercher une solution dans les articles 4, 6, 11 et 12.

40. M. AKAM AKAM (Cameroun) approuve le représentant du Japon.

La séance est suspendue à 11 h 30; elle est reprise à 12 h 15.

41. M. DESCHAMPS (Observateur du Canada) explique que l'exclusion des cessions de créances garanties par des hypothèques immobilières poserait des problèmes. Les prêts commerciaux sont souvent syndiqués et garantis non seulement par le capital et les créances de l'entreprise, mais également par une hypothèque immobilière. Ainsi, il serait arbitraire d'exclure la cession d'une créance uniquement parce qu'elle est garantie par des biens immobiliers. En outre, si une créance chirographaire était cédée et si le débiteur se voyait ultérieurement attribuer une hypothèque, la créance serait couverte par le projet de convention au moment de la cession, mais cesserait d'être couverte une fois l'hypothèque contractée. Pour donner un autre exemple, la cession globale des créances commerciales d'une entreprise à une banque, qui serait couverte par le projet de convention, sortirait du cadre des dispositions de cet instrument si l'entreprise émettait une hypothèque au profit de ses propres clients car les entreprises, lorsqu'elles cèdent leurs créances à une banque à titre de garantie, conservent néanmoins le droit de les gérer.

42. En vertu du texte proposé, lorsque la cession de créances est garantie par des biens immobiliers, les dispositions du projet de convention (la loi du lieu de situation du cédant) s'appliqueraient. Cependant, si le cédant cédait la créance à un tiers qui aurait priorité en vertu du droit foncier, ce droit prévaudrait en cas de conflit.

43. M. KUHN (Observateur de la Suisse) déclare soutenir fermement la proposition canadienne.

44. M. MORÁN BOVIO (Espagne) déclare qu'il y a quelques années, l'Espagne a institué un nouveau régime foncier comparable à celui des États-Unis et du Canada. Dans le cadre de ce régime, les sociétés immobilières peuvent vendre des créances sous la forme d'hypothèques; cette titrisation représente une importante source de financement pour ces sociétés. La délégation espagnole est donc catégoriquement opposée à l'exclusion des cessions de créances nées d'hypothèques ou de la vente d'immeubles, et le Gouvernement espagnol serait dans l'impossibilité de ratifier le projet de convention si ce dernier contenait une telle disposition.

45. Les solutions éventuelles, qui ne s'excluent pas mutuellement, seraient notamment: la suppression de toute référence aux biens immobiliers de la liste d'exclusions; l'adoption de la proposition canadienne; ou la formulation de réserves à ces dispositions par les États parties concernés.

46. M. DOYLE (Observateur de l'Irlande) déclare que la Commission semble être dans une impasse. Par conséquent, même s'il préférerait l'exclusion totale des biens immobiliers du champ du projet de convention, il est disposé à accepter la proposition canadienne afin d'éviter la formulation de multiples réserves au projet de convention lors de son adoption.

47. M. WHITELEY (Royaume-Uni) déclare convenir, avec les délégations japonaise et française, que l'article 24 n'est peut-être pas le meilleur endroit pour la règle en question. En outre, il serait préférable de rédiger une déclaration affirmative établissant que le lieu de situation des biens immobiliers régit toutes les questions y relatives. La solution pourrait consister à incorporer à l'article 25 une déclaration tendant à ce que, dans ces cas, la priorité soit accordée non à la loi du lieu de situation du cédant, mais à celle de l'État dans lequel l'immeuble est situé.

48. M. STOUFFLET (France) déclare que la proposition canadienne ne répondra peut-être pas complètement aux inquiétudes soulevées par la délégation espagnole car bien qu'elle traite de la question de la priorité, elle ignore la question des hypothèques détenues par des étrangers sur des biens immobiliers situés dans les pays en question. Le libellé de cette proposition pourrait peut-être être développé conformément aux indications du représentant du Royaume-Uni.

49. M. BERNER (Observateur de l'Association du barreau de la ville de New York) déclare que la titrisation des hypothèques, introduite il y a 20 ans, a eu un impact considérable sur l'accession à la propriété aux États-Unis: les taux hypothécaires sont inférieurs et le nombre de propriétaires fonciers est plus important que jamais. Le projet de convention contribuerait en grande partie à faire profiter de ces avantages d'autres parties du monde, en particulier grâce à la reconnaissance, au niveau international, des ensembles de créances. L'adoption de la proposition canadienne permettrait d'améliorer encore le projet de convention, et il n'existe aucun risque que des praticiens ignorent les règles ou sensibilités locales concernant les biens immobiliers. Peu importe, selon l'orateur, que la disposition pertinente figure à l'article 24 ou à l'article 25.

50. M. AL-NASSER (Observateur de l'Arabie saoudite) déclare que la proposition canadienne – qu'il préfère à celle du Royaume-Uni – offre une base satisfaisante pour un compromis qui prendrait en compte les préoccupations exprimées par des délégations dont la législation interne diffère aussi largement que celle de la Roumanie et de l'Espagne. En Arabie saoudite, les étrangers ne sont pas non plus autorisés à acquérir ou à posséder des biens immobiliers; il n'est pas question de remettre en cause le principe selon lequel c'est la loi de l'État où l'immeuble est situé qui s'applique.

51. M. HERRMANN (Secrétaire de la Commission) espère que la représentante de la Roumanie pourra préciser ce qu'elle trouve inacceptable dans le projet de convention. La Roumanie interdit toute accession d'étrangers à la propriété et d'autres pays y imposent des restrictions; il n'existe cependant aucune contradiction entre cette position et le projet de convention. Par définition, ces pays n'auraient aucune créance détenue par des étrangers et donc soumises au projet de convention. Un problème comparable s'est posé en rapport avec des textes précédents de la Commission concernant, par exemple, la validité des opérations. Le droit interne est cependant prépondérant; s'il exclut une pratique particulière, toutes les autres dispositions sont inapplicables. Le concept d'inclusion ne signifie pas que toutes les pratiques qui ne sont pas exclues sont valables en toutes circonstances. En ce qui concerne la question plus étroite des créances immobilières détenues par un ressortissant roumain et cédées à un autre ressortissant roumain, les dispositions de l'article 24 relatives à la priorité pourront être utiles.

52. M<sup>me</sup> GAVRILESCU (Roumanie) souligne que le but visé par sa délégation est d'obtenir un résultat satisfaisant à la fois les pays qui incluent les biens immobiliers dans les créances et ceux qui ne les incluent pas. Il importe, cependant, que le projet de convention contienne – à l'article 25 plutôt qu'à l'article 24 – une disposition précisant que toute opération sur des biens immobiliers devrait être régie par la loi du lieu où sont situés ces biens. En dernier ressort, un État a la possibilité de formuler une réserve conformément au paragraphe 2 de l'article 4.



53. Le PRÉSIDENT invite le représentant du Royaume-Uni à informer la Commission des termes précis de la proposition de la délégation britannique.

54. M. WHITELEY (Royaume-Uni) déclare que le texte, qui devrait constituer un paragraphe additionnel au projet d'article 25, devrait être libellé comme suit: "Lorsque la cession entraînerait le transfert ou la création d'un droit sur un bien immobilier ou une créance découlant d'un tel droit, c'est la loi de l'État dans lequel le bien immobilier est situé qui régit les questions visées à l'article 24". On verra que cette proposition a un champ d'application plus large que la proposition canadienne, qui cherche seulement à déterminer les priorités.

55. M. SCHNEIDER (Allemagne) souhaite dissiper toute impression selon laquelle, lorsqu'elle a exprimé des inquiétudes concernant certaines parties du projet de convention, sa délégation cherchait à détruire les marchés. Dans ce cas précis, au contraire, les hypothèques ont été extrêmement profitables pour l'Allemagne et pour d'autres pays. Le problème, cependant, est qu'il faut faire un choix entre deux ensembles de règles: la législation interne et le projet de convention. Ce dernier ne s'appliquant pas aux règles spéciales des cessions garanties par des hypothèques, par exemple, ce n'est pas une solution que d'ajouter de nouvelles dispositions aux articles 24 ou 25. La solution privilégiée par l'orateur serait d'exclure les cessions de telles créances.

56. M. BAZINAS (Secrétaire du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux) déclare que, depuis le départ, il n'a jamais été prévu que le projet de convention l'emporte sur les restrictions légales en vertu desquelles des biens immobiliers ne peuvent être cédés à des étrangers. En fait, cette position a été clairement exposée au paragraphe 84 du document A/CN.9/470.

57. M. BURMAN (États-Unis d'Amérique) déclare souhaiter s'associer aux observations formulées par le représentant de l'Allemagne, qui expriment précisément pourquoi la délégation des États-Unis a proposé une liste d'exclusions. La question des biens immobiliers est manifestement une question délicate, cependant, et elle doit être traitée avec prudence. Il propose que les délégations du Canada et du Royaume-Uni ajoutent ensemble des précisions à leurs propositions. L'expression "droit sur un bien immobilier", par exemple, est trop vague.

La séance est levée à 13 h 5.